



FRANCE

Education : la valse des ministres, des réformes et des polémiques

Rythmes scolaires, nouveau collège, programmes : l'ambition était colossale mais la cohérence du projet est devenue illisible

At-il pensé que ce serait une formalité ? Une heure avant de poser ses cartons rue de Grenelle, le 17 mai 2012, Vincent Peillon semble prendre pour acquise cette réforme des rythmes scolaires dont il n'a pas encore en tête toutes les modalités : l'ancien prof de philo qui, durant la campagne, a su séduire les représentants du monde enseignant par sa maîtrise des dossiers, annonce sur France Inter le retour à « cinq jours de classe pour tous les enfants à la rentrée 2013 ». Premier couac, et premier recadrage public du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui le 19 mai, prévoit, au préalable, une « concertation » suivie d'un « arbitrage ».

L'école, dont le candidat Hollande a promis de faire sa « priorité », s'annonce, dès les premières

heures du quinquennat, comme un terrain saturé de réformes autant que de polémiques. Des rythmes scolaires au nouveau collège en passant par les programmes, les ZEP, la formation des enseignants, l'évaluation des élèves... la gauche entend toucher à tout et, à chaque fois (ou presque), ouvre un nouveau front.

Pour éteindre l'incendie déclenché par les rythmes, qui a gagné une large frange d'enseignants, de parents et de maires, le gouvernement va de concession en compromis, permet l'étalement de la réforme sur deux ans (2013-2014), débloque des financements, autorise des « assouplissements » dérogatoires des emplois du temps... Remercié après la nomination du gouvernement Valls (avril 2014), l'ex-ministre Peillon

le reconnaîtra en 2016, à l'heure du bilan : cette réforme est « très loin » de celle dont il avait « rêvé ».

MATCH IDÉOLOGIQUE

On attend de son successeur, Benoît Hamon, qu'il apaise le terrain. C'était sans compter la polémique sur la « théorie du genre » qui bouscule l'école en 2014. La même année, des établissements, craignant de ne pas faire partie de la nouvelle carte de l'éducation prioritaire, lancent leur mobilisation. Benoît Hamon quitte les lieux trois mois après y être arrivé, en désaccord avec la politique de Manuel Valls et, à la grande surprise du monde enseignant, à la veille de la rentrée. Seconde surprise dans la foulée : la nomination de Najat Vallaud-Belkacem, première femme, première figure



issue de l'immigration à prendre ses quartiers rue de Grenelle.

On raille son âge, son image, son inexpérience... Elle va tenir plus longtemps que ses deux prédécesseurs réunis – trois rentrées scolaires –, enchaîne les réformes, encaisse les controverses. La réforme du collège et les nouveaux programmes, en 2015, font monter la température. Intellectuels et politiques rejouent le match idéologique « égalitarisme » contre « méritocratie », « nivellement par le bas » versus « excellence ». Sur les réseaux sociaux, dans les salles de profs, on s'empoigne sur le devenir du latin et la fin des classes bilingues, l'histoire, les disciplines, l'autonomie...

Cinq années de défilés, de bruit médiatique, d'attaques *ad personam* ont fini par faire oublier

l'ambition initiale de la gauche. Sur le papier, elle était colossale : « *refonder l'école de la République et la République par l'école* », pour paraphraser M. Peillon. Le gouvernement s'était doté d'une feuille de route, la loi d'orientation sur l'école (2013), visant à construire une « *école juste pour tous et exigeante pour chacun* ». Il s'en était aussi donné les moyens : ces 60 000 postes dont le candidat Hollande avait fait un slogan, après 80 000 suppressions d'emplois sous la droite.

Alors pourquoi, au quotidien, enseignants et parents peuvent-ils avoir le sentiment que rien n'a changé – ou si peu ? Sans doute s'attendaient-ils à voir se déployer 60 000 nouvelles recrues, volant au secours des élèves qui décrochent, du niveau qui

s'affaisse... Or ces postes ont d'abord servi à recréer la formation des enseignants, à reconstituer des bataillons de remplaçants, à accroître les moyens donnés aux écoles au titre de la « *priorité au primaire* » ainsi qu'aux réseaux d'éducation prioritaire... A absorber, aussi, la forte hausse du nombre d'élèves. A l'épreuve du réel, c'est la cohérence du projet qui est devenue illisible.

Car il ne suffit pas de décréter les réformes, de multiplier décrets et circulaires, pour « *refonder* » l'école. En voulant la transformer d'en haut, la gauche s'est en partie privée du soutien des enseignants, épuisés par les revirements successifs des majorités au pouvoir depuis vingt ans. ■

**MATTEA BATTAGLIA
ET AURÉLIE COLLAS**